

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
14 décembre 2021  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-seizième session**  
Points 35, 66 et 85 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-seizième année**

**Prévention des conflits armés**

**Consolidation et pérennisation de la paix**

**L'état de droit aux niveaux national et international**

**Lettre datée du 24 novembre 2021, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme suite aux lettres du Représentant permanent de l'Arménie datées du 16 novembre 2021 ([A/76/546-S/2021/956](#) et [S/2021/954](#)), contenant leur nouveau lot de déclarations et de commentaires manifestement faux et trompeurs, j'ai l'honneur de porter à votre attention les éléments ci-après.

L'Azerbaïdjan a gravement souffert des effets dévastateurs de la guerre déclenchée contre lui par l'Arménie au début des années 1990. Une grande partie du territoire souverain de mon pays a été saisie et est restée sous occupation pendant une trentaine d'années, en dépit des résolutions [822 \(1993\)](#), [853 \(1993\)](#), [874 \(1993\)](#) et [884 \(1993\)](#) du Conseil de sécurité.

De graves violations du droit international humanitaire ont été commises pendant l'occupation, entraînant la mort de dizaines de milliers de civils et le nettoyage ethnique de toutes les zones occupées où vivaient plus de 700 000 Azerbaïdjanais. La plupart des villes et villages saisis ont été rasés.

Un nouvel acte d'agression perpétré par l'Arménie à l'automne dernier est apparu comme une conséquence logique de l'impunité dont jouit ce pays depuis plus de trente ans. Les attaques armées de l'Arménie ont impliqué le recours à la force militaire contre des villes azerbaïdjanaises densément peuplées, loin du théâtre des hostilités actives, tuant et blessant des centaines de civils et détruisant ou endommageant de nombreux biens de caractère civil.

L'Azerbaïdjan a lancé une opération de contre-offensive pour libérer ses territoires occupés, protéger sa population et permettre aux personnes déplacées de rentrer chez elles, en agissant dans le plein respect de la Charte des Nations Unies et du droit international.



Le conflit armé qui durait depuis trois décennies a été résolu. L'Azerbaïdjan a exprimé sa volonté de normaliser les relations interétatiques avec l'Arménie, notamment par la signature d'un traité de paix.

Cependant, l'Arménie n'a pas donné suite au programme de paix proposé par l'Azerbaïdjan. Les provocations armées préméditées et menées récemment par l'Arménie dans la zone frontalière entre les deux États dans l'intention d'aggraver la situation, en violation flagrante du droit international, de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et de la déclaration du 10 novembre 2020, qui ont fait 7 morts et 10 blessés parmi les militaires azerbaïdjanais, ainsi que les revendications territoriales persistantes de l'Arménie résultent et témoignent d'aspirations revanchardes irresponsables et dangereuses ouvertement entretenues au niveau de l'État arménien.

L'Azerbaïdjan a réagi comme il fallait et continuera à défendre son intégrité territoriale ainsi que les droits et la sécurité de ses citoyens par tous les moyens possibles, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international.

L'Azerbaïdjan est convaincu qu'il n'y a pas d'autre solution que la normalisation des relations entre les deux pays, fondée sur la reconnaissance et le respect mutuels de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des deux États à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues, et il est déterminé à promouvoir la consolidation de la paix, la réconciliation, la coexistence pacifique et le développement. La vision d'avenir de l'Azerbaïdjan repose sur la pérennité de la paix, le développement, le progrès et des relations de bon voisinage.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35, 66 et 85 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Yashar Aliyev